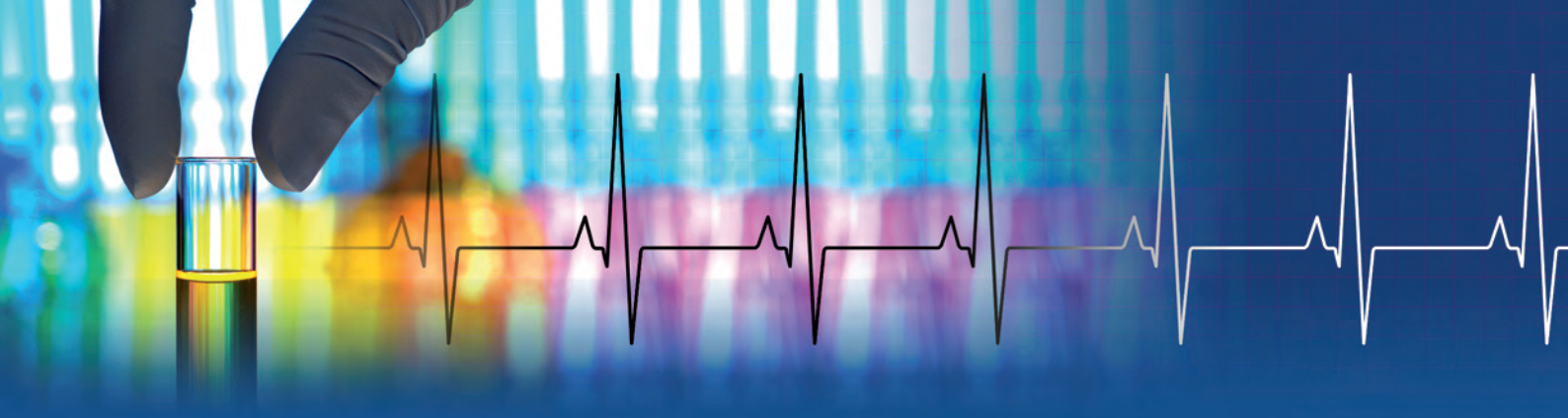


# Guide CMR du repérage à la substitution





## Sommaire

|           |                          |
|-----------|--------------------------|
| P4 .....  | Connaître les enjeux     |
| P6 .....  | Repérer le risque        |
| P9 .....  | Supprimer ou substituer  |
| P10 ..... | Hiérarchiser les risques |
| P11 ..... | Contrôler et tracer      |
| P14 ..... | Les partenaires          |

## Liens utiles

DGT : <http://www.travailler-mieux.gouv.fr> ↗

INRS : Sécurité et santé au travail : <http://www.inrs.fr/> ↗

ANSeS : <http://www.substitution-cmr.fr> ↗

Coatings Care International : <http://www.coatingscare.org> ↗

Coatings Care France : [http://www.fipec.org/coatings\\_care](http://www.fipec.org/coatings_care) ↗

Les VLEP : [http://www.cram-pl.fr/risques/service\\_prevention/doc/tableau\\_valeurs\\_2007.pdf](http://www.cram-pl.fr/risques/service_prevention/doc/tableau_valeurs_2007.pdf) ↗

Dans le cadre de REACH, la FIPEC a mis à la disposition de ses adhérents, une matrice sous format Excel<sup>®</sup> :

[http://www.fipec.org/adher/af-reg/dossiers/REACH/REACH%202007/070727\\_inventaire-method.xls](http://www.fipec.org/adher/af-reg/dossiers/REACH/REACH%202007/070727_inventaire-method.xls) ↗

Connexion adhérents > Départements > Affaires règlementaire > Dossiers > REACH > Outils d'aide  
> FIPEC MODELE D'INVENTAIRE FIPEC

Le SIPEV, membre de la FIPEC, fédère l'ensemble des fabricants de peintures, enduits et vernis en France. Grands groupes à vocation mondiale ou entreprises nationales indépendantes, les adhérents sont les acteurs présents sur les marchés bâtiment, grand public, industrie, automobile et anticorrosion.



# Guide CMR du repérage à la substitution

## Contexte de la convention

Prévenir le risque cancérigène, mutagène ou reprotoxique au travail fait l'objet de dispositions réglementaires spécifiques dites «décret CMR». Ceci concerne les expositions aux substances et préparations classées CMR de catégorie 1 (effet avéré chez l'homme) ou de catégorie 2 (effet probable chez l'homme) ainsi qu'une liste de travaux nommément énumérés (Voir Annexe I).

La FIPEC, dans le cadre d'une convention signée avec la Direction générale du travail (Ministère), la CNAMTS et l'INRS, attire l'attention de ses adhérents sur la nécessité d'appliquer la réglementation.

Au delà du champ strict du «décret CMR» et de celui de la convention, les entreprises peuvent être confrontées à l'exposition de leur personnel à des substances, préparations classées CMR 3 (effet possible chez l'homme preuves insuffisantes) ainsi qu'à des substances ou émissions classées par le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC), émanation de l'OMS, non visées par la réglementation européenne relative aux agents CMR. Une liste mise à jour par le CNRS est téléchargeable :

<http://www.prc.cnrs-gif.fr/outils/cmr.htm> 

Ces agents chimiques sont visés par la réglementation relative aux agents chimiques dangereux (articles R. 4412-1 à 58 du code du travail).

L'évolution de la connaissance entraîne l'évolution de la réglementation. Il est donc apparu utile, dans un souci de plus grande efficacité à moyen terme, d'inclure, dans la même démarche de mobilisation, les CMR avérés, probables ou possibles chez l'homme, visés tant par la réglementation UE que par la classification du CIRC.

# Connaître les enjeux

## En termes de santé

Le cancer est une maladie particulièrement grave et fréquente. Chacun a été, est ou sera concerné dans son environnement proche. Le taux de mortalité, variable suivant la localisation de la maladie et la précocité de sa prise en charge atteint plus de 75% pour les cancers professionnels, le plus fréquent étant le cancer du poumon.

On dénombre 150 000 décès par cancer chaque année en France (toutes causes confondues). Divers facteurs intriqués concourent à l'apparition de la maladie. Plusieurs milliers de décès peuvent être évités si on supprime la composante « expositions professionnelles ».

L'effet est différé de nombreuses années après l'exposition, 10, 20, 30 ans voire plus.

**Agir aujourd'hui c'est éviter des cancers demain.**

Les atteintes de la fonction de reproduction concernent autant les hommes et les femmes pour l'altération de la fertilité. Les effets lors de la grossesse se manifestent essentiellement en tout début de grossesse (avortements spontanés) mais ils se traduisent aussi par des accouchements prématurés, voire des malformations, ou des troubles héréditaires. Le développement de l'enfant en bas âge peut aussi être perturbé. L'action toxique peut être transmise par le lait maternel.

## En termes réglementaires (Sanctions / Obligations)

Le premier principe de prévention : supprimer ou éviter le risque, est une disposition légale. L'entreprise est même aujourd'hui astreinte à une obligation de résultat.

REACH dresse une liste de produits particulièrement préoccupants, CMR en particulier, dont l'usage sera interdit sauf obtention d'autorisation spécifique dûment argumentée (restriction d'usage).

Pour prévenir ces risques et permettre d'assurer un haut niveau de protection de la santé des travailleurs, la réglementation impose aux entreprises de mettre en œuvre une évaluation des risques, la substitution des produits dangereux, ainsi que des mesures de prévention et de formation

adaptées. Parmi les entreprises, moins d'une sur deux prend en compte le risque CMR dans son évaluation des risques (document unique). Concernant la substitution, le principe paraît bien intégré puisque environ deux entreprises sur trois recherchent des substitutions, mais des efforts restent à faire car substitution est quelquefois synonyme de surcoût et de contraintes techniques.

## En termes de responsabilité civile et pénale

Le chef d'entreprise a la responsabilité d'éviter au personnel qu'il emploie toute altération de la santé du fait du travail. Des entreprises ont dû répondre de la mise en danger d'autrui avant même que le dommage soit apparent (exemple : jurisprudence sur le dossier Amiante).

En cas de maladie et de responsabilité reconnue de l'entreprise, la responsabilité pénale du chef d'entreprise peut être engagée. Les victimes peuvent demander également la reconnaissance de la faute inexcusable.

## En termes de climat social

Certains dossiers comme l'amiante, le tabac ou l'alcool, représentent les grandes batailles actuelles, celles dont on parle. Les passants interrogés donneront toujours la même bonne réponse : attention, danger.

Au même passant, posez cette question : que représentent pour vous les lettres CMR ? et comptez le nombre de bonnes réponses. Pourtant, la santé et le bien-être au travail sont essentiels, et aussi importants, en fonction du temps passé dans les entreprises, au minimum 35 heures par semaine. Pour prévenir les risques professionnels et garantir des conditions de sécurité au travail, les entreprises, l'employeur et les salariés, ainsi que les organismes de prévention, doivent s'unir pour lutter contre les expositions aux risques, en particulier au risque CMR.

## En termes financiers

Ne pas appliquer la réglementation expose aussi à des sanctions financières. Des majorations de cotisation par les CRAM/CARSAT/CGSS peuvent être décidées pour manquement à la sécurité, en cas de risque grave et exceptionnel tels que ceux engendrés par les CMR. Les assureurs peuvent revoir leurs tarifs de couvertures responsabilité civile et faute





inexcusable vis-à-vis d'une entreprise négligente.

Des incitations financières existent pour accompagner des actions de prévention spécifiques.

[http://www.risquesprofessionnels.ameli.fr/fr/sengagez/prevention\\_sengagez\\_1.php](http://www.risquesprofessionnels.ameli.fr/fr/sengagez/prevention_sengagez_1.php) ➡

Fond d'amélioration des conditions de travail (FACT) :

Site de l'ANACT [www.anact.fr](http://www.anact.fr) ➡  
et tapez FACT dans le champ de recherche.

Le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) : il s'agit d'une mesure fiscale créée en 1983 qui a pour but de baisser pour les entreprises le coût de leurs opérations de recherche-développement. Il soutient leur effort de recherche-développement afin d'accroître leur compétitivité. Cette mesure figure à l'article 244 quater B du code général des impôts.

<http://www.industrie.gouv.fr/cir/> ➡

### En termes de communication

La suppression du risque CMR s'inscrit dans la démarche du développement durable et relève d'une éthique citoyenne.

### En termes de relation Clients/Fournisseurs

Convaincre un client d'éviter d'utiliser des produits CMR c'est lui rendre un service en allégeant ses contraintes de prévention et en prévenant de façon radicale la possible apparition de cancer ou d'atteinte de la fonction de reproduction au sein du personnel.

Solliciter un fournisseur pour l'approvisionnement de produits non CMR, c'est exprimer un besoin qui sera vraisemblablement tôt ou tard une obligation du marché.

### Former / informer

Quelques aspects fondamentaux sont à prendre en compte pour la sensibilisation du personnel qui doit devenir acteur de sa santé. Une formation sur la prévention du risque CMR doit être adaptée :

- à la réalité de l'entreprise ;
- aux conditions de travail ;
- aux différents postes de travail concernés par un tel risque ;
- aux agents CMR susceptibles d'être rencontrés dans l'environnement professionnel.
- au public (niveau de formation initiale, langue, expérience, ...).

La formation doit de plus permettre la participation et l'expression des salariés, pour une meilleure compréhension du message de prévention et pour une adaptation en cas de besoin des mesures de prévention déjà en place.

Elle informe de façon concrète, en langage simple. Elle permet ainsi au salarié de ne plus ignorer le risque, mais d'agir en conséquence et en connaissance de cause.

En faisant connaître l'existence du risque, elle est l'occasion de rappeler les mesures de prévention du risque CMR, techniques et organisationnelles.

Une formation à la prévention du risque CMR doit être organisée quand des actions concrètes de prévention sont opérationnelles ou sur le point d'être lancées, de façon à accompagner le mieux possible la mise en place de ces actions.

La sensibilisation du personnel peut aussi prendre d'autres formes : affichage des principes de préventions aux postes de travail, campagne d'information organisée au sein de l'entreprise, etc.

Ces actions d'information et de sensibilisation devront inclure les travailleurs temporaires et les salariés des entreprises sous-traitantes.

## Repérer le risque

Par « agent CMR », il faut entendre non seulement les substances ou les préparations/mélanges, mais aussi les situations d'exposition (poussières, rayonnements, etc...)

La classification des CMR quant à elle, ne touche que les substances et les préparations/mélanges :

| classification |              | définition   |
|----------------|--------------|--|
| actuelle       | future (CLP) |  |
| Classe 1       | Classe 1a    | Action avérée (prouvée) sur l'homme.   |
| Classe 2       | Classe 1b    | forte présomption que l'exposition puisse provoquer un problème CMR ou en augmenter la fréquence.  |
| Classe 3       | Classe 2     | substances ou préparations/mélanges suspectées, mais pour lesquelles les informations restent insuffisantes pour les classer en catégorie 2. |

**Repérer le risque CMR** consiste à faire l'inventaire des agents chimiques dangereux utilisés dans l'entreprise, pouvant donner lieu à des expositions professionnelles. Il s'agit de lister ces agents CMR (substances ou préparations chimiques) ainsi que les procédés ou les opérations susceptibles d'en générer, y compris les opérations d'entretien ou de maintenance.

Cette étape préalable de la démarche d'évaluation des risques doit s'appuyer sur une visite et/ou une observation des postes ou des situations de travail réelles. Certains documents peuvent aider à réaliser cet inventaire : bons de commande, inventaires de substances, fiches de données de sécurité, modes opératoires / procédures...

**Nota :** il est important de travailler sur des documents actualisés. La liste des substances pré-enregistrées dans le cadre de la réglementation Européenne « REACH » peut vous y aider. :

<http://apps.echa.europa.eu/preregistered/prsDownload.aspx>

<http://apps.echa.europa.eu/preregistered/pre-registered-sub.aspx>

### Matières premières, produits, Substances et préparations

Pour vous aider à faire ce repérage, deux approches vous sont proposées, l'une par type d'activité ou par métier, l'autre plus générale applicable à tout type d'activité.

### Approche par type d'activité : secteur des peintures et vernis

Pour nos activités, les agents cancérogènes susceptibles d'être rencontrés ont été inventoriés dans une fiche d'aide au repérage (FAR 12) décrivant les postes de travail, les agents cancérogènes concernés, avec leur probabilité de présence.

Rédigée par un groupe d'ingénieurs conseil et de conseillers médicaux des Caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et de l'INRS, cette fiche est susceptible d'évoluer en fonction des connaissances toxicologiques et des techniques utilisées par les entreprises.

Il est donc conseillé d'aller télécharger périodiquement cette FAR 12 sur le site de l'INRS :

<http://www.inrs.fr/fichesFARFAS>

### Approche générale

Cette démarche générale de repérage du risque CMR consiste principalement à identifier les produits CMR utilisés sur les lieux du travail, les émissions dangereuses liées à des procédés ou des opérations, et les situations de travail exposant à un risque CMR. Elle est applicable à tout secteur d'activité.

*Identifier et lister les agents CMR utilisés :*







- Lister l'ensemble des produits chimiques utilisés sur le lieu du travail ;
- Repérer ceux qui sont considérés comme CMR avérés ou suspectés.



## Etiquetage des substances classées cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction







### Ancienne réglementation

### CLP

| Cancérogène | Phrases de risque  | Symbole et indication de danger   | Cancérogène   | Mentions de danger                       | Symbole et mention d'avertissement   |
|-------------|--|---|---------------|--|--|
| Catégorie 1 | R45 peut provoquer le cancer ou<br>R49 peut provoquer le cancer par inhalation                         | <br>T  | Catégorie 1 A | H 350<br>peut provoquer le cancer        | <br>Danger    |
| Catégorie 2 | R45<br>R49   | <br>T  | Catégorie 1 B | H 350                                    | <br>Danger    |
| Catégorie 3 | R40 effet cancérogène suspecté, preuves insuffisantes (anciennement « risque d'effets irréversibles ») | <br>Xn | Catégorie 2   | H 351 susceptible de provoquer le cancer | <br>Attention |







### Ancienne réglementation

### CLP

| Mutagène    | Phrases de risque  | Symbole et indication de danger   | Mutagène      | Mentions de danger                                   | Symbole et mention d'avertissement   |
|-------------|--|---|---------------|--|--|
| Catégorie 1 | R46 peut provoquer des altérations génétiques héréditaires | <br>T   | Catégorie 1 A | H 340<br>peut induire des anomalies génétiques       | <br>Danger     |
| Catégorie 2 | R46  | <br>T  | Catégorie 1 B | H 340  | <br>Danger    |
| Catégorie 3 | R68 risque d'effets irréversibles                          | <br>Xn | Catégorie 2   | H 341 susceptible d'induire des anomalies génétiques | <br>Attention |

### Ancienne réglementation

### CLP

| Toxique pour la reproduction | Phrases de risque  | Symbole et indication de danger   | Toxique pour la reproduction | Mentions de danger   | Symbole et mention d'avertissement   |
|------------------------------|--|---|------------------------------|--|--|
| Catégorie 1                  | R60 peut altérer la fertilité et/ou<br>R61 risque pendant la grossesse d'effets néfastes pour l'enfant               | <br>T  | Catégorie 1 A                | H 360<br>peut nuire à la fertilité ou au fœtus                 | <br>Danger    |
| Catégorie 2                  | R60<br>R61   | <br>T  | Catégorie 1 B                | H 360  | <br>Danger    |
| Catégorie 3                  | R62 risque possible d'altération de la fertilité ou/et<br>R63 risque possible pendant la grossesse d'effets néfastes | <br>Xn | Catégorie 2                  | H 361 susceptible de nuire à la fertilité ou au fœtus          | <br>Attention |
|                              |  |   | Toxique via l'allaitement    | H362 : Peut être nocif pour les bébés nourris au lait maternel |  |

\* règlement N° 1272/2008/CE

Exploiter les fiches de données de sécurité :

Reprise des éléments d'étiquetage ci-dessus dans les rubriques 2 et 15

A signaler également la mention en rubrique 15 de tableaux de maladies professionnelles concernant le risque chimique cancérogène (4, 10 ter, 15 ter, 16 bis, 20, 20 bis, 20 ter, 25, 30, 30 bis, 36 bis, 37 ter, 44 bis, 52, 70 ter, 81 et 85)

<http://www.inrs.fr> ↗

Consulter la classification européenne des substances dangereuses :

[http://echa.europa.eu/clp/classification\\_fr.asp](http://echa.europa.eu/clp/classification_fr.asp) ↗

<http://ecb.jrc.ec.europa.eu/esis/> ↗

Consulter la classification du CIRC (IARC)

Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) en ligne :

<http://monographs.iarc.fr/ENG/Classification/index.php> ↗

Ne pas oublier :  
3 voies d'exposition aux polluants

#### **La voie respiratoire**

Poussières, fumées, vapeurs, gaz

#### **La voie cutanée**

Contacts, projections

#### **La voie digestive**

Hygiène insuffisante, contenants alimentaires

### **Emissions (réaction, dégradation, déchets, moteurs...)**

Le repérage doit aussi tenir compte des agents CMR susceptibles d'être émis par certains produits ou matériaux, ou par certains procédés ou opérations. Citons par exemple certaines poussières (silice), ou les émissions de moteurs diesels (chariots élévateurs etc...)

### **Liste des principaux agents CMR susceptibles d'être émis dans notre secteur d'activité**

Ils sont donnés à titre indicatif et non exhaustif.

- Benzène : UE C1
- Cadmium : UE C2
- Chrome hexavalent (composés) : UE C1, M2 pour trioxyde et C2 pour autres composés
- Cobalt : UE C2 (certains composés)
- DMF : UE R2
- Formaldéhyde : UE C3 CIRC 1 - ( procédés exposants au formaldéhyde classés cancérogènes en France )
- n-Hexane : UE R3
- Huiles minérales usagées ou peu raffinées : CIRC 1
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) : CIRC 1
- MECO : méthyléthylcetoxime UE C3
- Nickel (certains composés) : UE C1
- Noir de carbone : CIRC 2B
- Phtalates (certains : DBP, DOP/DEHP) : UE R2
- Plomb : CIRC 2A, UE R1
- Silice cristalline : CIRC 1
- Tetrachloréthylène : UE C3
- Trichloréthylène : UE C2, M3
- Toluène : UE R3

### **Outils**

L'INRS met à disposition des Fiches d'Aide au Repérage (FAR).

<http://www.inrs.fr/fichesFARFAS> ↗





## Supprimer ou substituer

Étapes clef : La démarche de suppression ou de substitution se déroule en 9 étapes

(voir aussi la brochure « ED6004 » de l'INRS : <http://www.inrs.fr>)

- 1** Identifier le problème.  
Il s'agit de préciser, notamment :
  - a) Les raisons d'éliminer un produit particulier,
  - b) La fonction technique du produit dans le procédé,
  - c) Les informations disponibles sur le produit incriminé.
- 2** Créer un groupe de travail qui sera en charge de la suite du projet, avec désignation d'un responsable et identification des membres du groupe et des supports « externes » à prévoir : organismes, fournisseurs, clients, compétences techniques ou commerciales...
- 3** Définir un cahier des charges permettant de trouver la meilleure alternative possible permettant d'améliorer la protection des travailleurs (remplacement par une substance ou un procédé non ou moins dangereux). Les questions qui doivent être posées à ce stade sont, entre autres :
  - a) La phase de procédé utilisant le produit dangereux est-elle nécessaire ?
  - b) Peut-on remettre en cause le procédé actuel ?
  - c) Quel rôle remplit la substance incriminée ?
  - d) Quelle efficacité doit-on attendre ?
  - e) Quelles sont les contraintes incontournables ?
  - f) Quels seront les critères de sélection ? (le critère de coût ne peut être pris en compte)
- 4** Rechercher les solutions alternatives en utilisant la connaissance de personnes ressources : responsable sécurité/hygiène/environnement, médecin du travail, fournisseurs, agents de prévention des CRAM, ingénieurs de centres techniques, d'associations ou de syndicats professionnels, utilisateurs sur d'autres sites... ou en effectuant des recherches bibliographiques (Internet, littérature technique, résumé de congrès...).
- 5** Essayer les différentes solutions à petite échelle, si possible, pour valider la faisabilité et éliminer les solutions techniquement inapplicables.
- 6** Évaluer les conséquences des solutions retenues au niveau de l'étape précédente en termes notamment de :
  - a) Santé et sécurité : y a-t-il déplacement ou création d'un nouveau risque ?
  - b) Environnement : influence sur les déchets et rejets dans le milieu naturel,
  - c) Organisation.
- 7** Comparer les différentes options possibles et choisir la meilleure en fonction du cahier des charges élaboré et permettant l'amélioration de la santé et de la sécurité des salariés.
- 8** Mettre en application la solution retenue.
- 9** Évaluer et valider cette solution au niveau de l'amélioration de la santé et de la sécurité des utilisateurs, des impacts environnementaux, du bilan économique si plusieurs solutions présentent des améliorations identiques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

### Outils

L'ANSeS a créé un site dédié à la substitution des CMR. Il est consultable ici : [www.substitution-cmr.fr/](http://www.substitution-cmr.fr/)

Nous recommandons à tous les adhérents ayant une expérience positive de substitution, de participer activement au développement de ce site en faisant part de leurs expériences

Le Canada dispose aussi d'un site dédié à la santé au travail (en français) accessible ici : <http://www.irsst.qc.ca>

# Hiérarchiser les risques

## Comment hiérarchiser

De nombreuses méthodes sont à votre disposition. Une analyse critique en a été réalisée par l'INRS et rapportée dans la brochure ND 2312 :

[http://www.inrs.fr/inrs-pub/inrs01.nsf/IntranetObject-acces-ParReference/HST\\_ND%202312/\\$File/Visu.html](http://www.inrs.fr/inrs-pub/inrs01.nsf/IntranetObject-acces-ParReference/HST_ND%202312/$File/Visu.html) ↗

Votre Fédération a souhaité mettre à votre disposition un outil dédié, « Générisque® ».

## Le SIPEV vous propose des outils

Il existe plusieurs outils d'évaluation des risques pour remplir vos obligations réglementaires en prévention des risques professionnels et chimiques avec leur suivi au sein de vos usines. (article R. 4121-1 et suivants du Code du travail) :

**Ces outils vous permettront d'élaborer le DOCUMENT UNIQUE et ce qui s'y rattache, en particulier :**

- Evaluation des risques dont CMR et ACD (analyse selon ND 2233 de l'INRS)
  - Suivi du contrôle des équipements, des vérifications et alerte en cas de manquement
  - Plan de maîtrise, de contrôle et d'actions
  - VLEP : suivi des prélèvements et des valeurs contrôlées
  - Liste des activités concernées et des fiches d'expositions qui permettent d'obtenir rapidement la liste des travailleurs exposés et les attestations d'expositions.
  - Document annexe du dossier médical en santé au travail (traçabilité des expositions professionnelles) et archivage sur 50 ans recommandé par la Haute Autorité de Santé (HAS).
- Le SIPEV se tient à votre disposition :

## Comment faire ?

Contactez-nous : [dirtech@fipec.org](mailto:dirtech@fipec.org) ↗

Les principales caractéristiques de ces outils sont de :

- Satisfaire l'obligation légale : faire un inventaire des dangers et des risques et les classer.
- Fournir un plan d'action simple, compréhensible et réalisable.
- Donner une même vision de la prévention à l'ensemble de l'entreprise.
- En cas d'exposition des salariés à des agents chimiques,

permettre à l'entreprise de maîtriser ces risques par une démarche responsable.

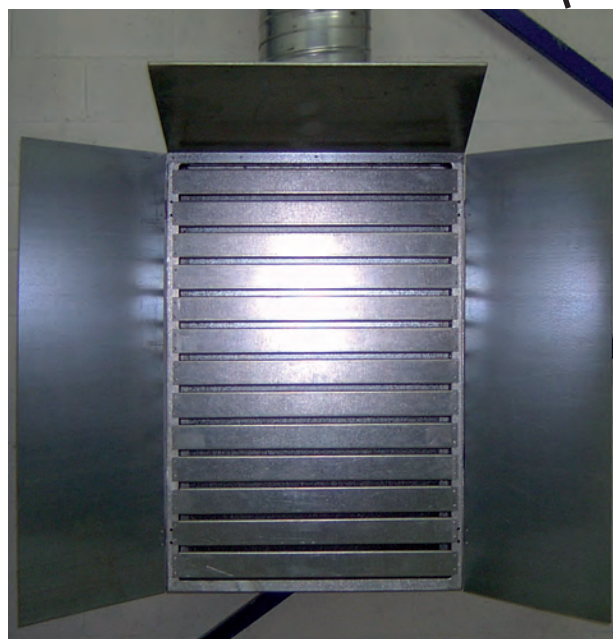
- Fournir au médecin du travail des éléments, sur le poste, les produits, les expositions, les mesures prises... pour qu'il puisse se prononcer sur l'avis d'aptitude et les SMR (Surveillance Médicale Renforcée).



Copyright INRS-Renault Philippe.

Pour quelques copies d'écran, et plus de renseignements en particulier sur nos actions sur les CMR dans le cadre de la convention, voir la dernière présentation en commission technique :

[http://www.fipec.org/adher/af-reg/commissions\\_techniques/CR-annexes/2009/fipec090615/02\\_090616\\_CMV.pdf](http://www.fipec.org/adher/af-reg/commissions_techniques/CR-annexes/2009/fipec090615/02_090616_CMV.pdf) ↗



Système d'aspiration à la source des produits volatils sur un poste de pesée.



## Contrôler et tracer

### Traçabilité

(liste des salariés exposés / fiche d'exposition)

La fiche d'exposition contribue à la surveillance médicale renforcée des salariés concernés car elle constitue une des pièces du dossier médical. Elle est établie par l'employeur, en application des articles R. 4412-41 à R. 4412-43 du code du travail, pour tous les travailleurs figurant sur la liste des salariés exposés aux agents chimiques dangereux pour la santé. Il est à préciser que dans le cas des agents cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (CMR) de catégorie 1 ou 2, toute mise en œuvre d'un agent susceptible de présenter un risque d'exposition fera l'objet d'une fiche d'exposition quel que soit le résultat de l'évaluation des risques. Pour les agents chimiques dangereux (ACD), cette fiche ne sera établie que si l'évaluation des risques a conclu à un risque non faible (cf. à la page 14, le point 2.3.1.1 de la circulaire DRT n°12 du 24 mai 2006 relative aux règles générales de prévention du risque chimique et aux règles particulières à prendre contre les risques d'exposition aux agents cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction). NB : la circulaire DRT n°12 du 24 mai 2006 est téléchargeable :

[http://www.circulaires.gouv.fr/pdf/2009/04/cir\\_2000.pdf](http://www.circulaires.gouv.fr/pdf/2009/04/cir_2000.pdf)

Cette fiche contient des informations sur l'exposition du travailleur : nature du travail effectué avec le descriptif des tâches susceptibles d'être exposantes, caractéristiques des agents chimiques concernés, périodes d'exposition, équipements de protection collective et individuelle, durée et importance des expositions accidentelles, autres risques ou nuisances d'origine chimique, physique ou biologique au poste de travail, dates et résultats des contrôles de l'exposition par poste de travail, notamment résultats des mesures atmosphériques effectuées.

Il est à noter qu'une fiche d'exposition doit aussi être établie pour les salariés qui ont été exposés uniquement lors d'un incident ou d'un accident.

De plus, la fiche d'exposition doit être actualisée lors de tout changement des conditions de travail susceptible d'affecter l'exposition des travailleurs.

Enfin, chaque salarié doit être informé de l'existence d'une fiche d'exposition le concernant et y avoir accès, ainsi que le médecin du travail qui conserve cette fiche dans le dossier médical du salarié.

### VLEP et suivi biologique

Les valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP) constituent un outil important pour atteindre les objectifs de protection de la santé des travailleurs. Elles servent notamment pour l'évaluation de l'exposition des travailleurs aux polluants présents dans l'atmosphère de travail. Qu'il s'agisse de VLEP contraignantes qui ne doivent pas être dépassées ou de VLEP indicatives qui constituent une référence, l'employeur est toujours tenu de chercher à atteindre le niveau d'exposition le plus bas possible.

Depuis l'entrée en vigueur du décret n° 2009-1570 du 15 décembre 2009 relatif au contrôle du risque chimique, 61 agents chimiques disposant d'une VLEP contraignante et, à partir de 2012, 43 agents chimiques disposant d'une VLEP indicative sont à contrôler annuellement en fonction de l'évaluation des risques réalisée par l'employeur. Ces contrôles sont effectués par des organismes accrédités par le Comité français d'accréditation (COFRAC). L'arrêté d'application du 15 décembre 2009 précise les modalités et les méthodes pour le contrôle du respect des VLEP et les conditions d'accréditation des organismes chargés de ce contrôle.

Le décret n° 2009-1570 pose également le principe général d'une surveillance biologique des expositions des travailleurs sur l'initiative du médecin du travail. Cela permet d'évaluer l'imprégnation des agents chimiques dangereux sur la personne même du travailleur et non pas seulement dans l'atmosphère des lieux de travail, indépendamment de l'existence d'une valeur limite biologique réglementaire à ne pas dépasser.

Pour l'instant la réglementation ne prévoit qu'une seule valeur limite biologique (VLB), la plombémie, mesurée dans le sang des travailleurs, et dont le contrôle est déterminant en matière de lutte contre le saturnisme. Pour le contrôle de cette VLB, les laboratoires d'analyses médicales sont accrédités par le COFRAC qui permet de garantir la qualité des résultats. L'arrêté d'application du 15 décembre 2009 précise les modalités et méthodes à mettre en œuvre pour le contrôle de la VLB fixée à l'article R. 4412-152 pour les travailleurs exposés au plomb et à ses composés.

La circulaire DGT 2010/03 du 13 avril 2010 relative au contrôle du risque chimique sur les lieux de travail est disponible à l'adresse suivante :

[http://www.circulaires.gouv.fr/pdf/2010/04/cir\\_30897.pdf](http://www.circulaires.gouv.fr/pdf/2010/04/cir_30897.pdf)



*Extracteurs de produits volatils en provenance d'un poste de travail.*

Il est important de préciser que les obligations de l'employeur concernant la ventilation et le captage à la source des émissions dangereuses sont applicables dans tous les cas de présence d'ACD et d'agents CMR sur le lieu de travail. L'employeur doit appliquer des mesures efficaces de protection collective, telles qu'un système de captage des polluants au plus près de la source et en tenant compte des débits, une ventilation générale. L'évacuation des ACD et des agents CMR doit s'effectuer de telle sorte que les concentrations dans l'atmosphère ne soient dangereuses en aucun point pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Une attention particulière doit être portée à l'entretien des installations et des appareils de protection collective : un entretien régulier doit être effectué, les résultats des vérifications doivent être consignés, et l'employeur établit une notice fixant les conditions de l'entretien.

En ce qui concerne l'entretien des installations de ventilation et de captage, l'employeur doit :

a : établir une notice (ou consigne), après avis du CHSCT, ou, à défaut, des délégués du personnel, fixant les conditions de l'entretien des installations et des appareils de protection collective et les procédures à mettre en œuvre pour assurer leur surveillance, et éliminer les éventuelles défaillances ;

b : faire des contrôles réguliers par un examen de tous les éléments de l'installation (système de captage, conduits, ...) au moins une fois par an. Dans le cas d'une installation avec un système de recyclage, un contrôle tous les six mois des concentrations des polluants dans les conduits de recyclage est nécessaire ;

c : consigner les dates des contrôles et leurs résultats et les comparer aux valeurs de référence du dossier de maintenance des lieux de travail délivré au chef d'établissement par le maître d'ouvrage.

Toutes ces informations sont réunies dans le dossier de l'installation.

Le guide d'installation de ventilation édité par l'INRS apporte de plus amples informations d'ordre technique.

[http://www.inrs.fr/htm/le\\_dossier\\_d\\_installation\\_de\\_ventilation.html](http://www.inrs.fr/htm/le_dossier_d_installation_de_ventilation.html)

### **Contrôle des EPI**

L'employeur doit mettre à la disposition des travailleurs les équipements de protection individuelle et les vêtements de travail nécessaires et appropriés et veiller à leur utilisation effective. Ils doivent être fournis gratuitement et être à usage personnel. Le recours à l'utilisation des équipements de protection individuelle et/ou des vêtements de travail ne doit se faire que si l'exposition à des ACD/CMR ne peut être réduite suffisamment par d'autres moyens (système clos, captation à la source, moyens de protection collective). Par ailleurs, il convient de s'assurer que l'ensemble des obligations réglementaires relatives aux EPI sont effectivement mises en œuvre par l'employeur. Ces obligations portent notamment sur :

- la vérification de l'aptitude médicale du travailleur au poste de travail en prenant en compte le port des EPI ;
- le choix des EPI en adéquation avec le type d'exposition (niveau d'empoussièrement) et la morphologie du personnel ;
- la formation du personnel au port et à l'emploi des EPI ;
- l'organisation du travail pour tenir compte des contraintes (gestes, postures, température ...) liées au port des EPI.

De plus, l'employeur est tenu d'assurer l'entretien des équipements de protection individuelle qui le nécessitent ainsi que des vêtements de travail, ou de les remplacer si nécessaire ou s'ils sont défectueux. L'entretien des EPI doit se faire





conformément aux préconisations des fabricants. En effet, chaque EPI doit être accompagné de la notice d'instructions qui contient, entre autres, les instructions de nettoyage, d'entretien et de révision. Il est rappelé par ailleurs que certains EPI sont soumis à des vérifications périodiques (article R. 4323-99 et arrêté du 19 mars 1993 fixant la liste des EPI qui doivent faire l'objet des vérifications générales).

### **Surveillance médicale renforcée**

La surveillance médicale renforcée s'applique à l'égard des travailleurs exposés à tout agent chimique pouvant présenter un risque pour la santé (ACD et CMR) qu'il soit étiqueté ou non. Cette surveillance médicale renforcée comprend des examens périodiques renouvelés au moins annuellement.

Les travailleurs, avant d'être affectés à des travaux les exposant à tout agent chimique dangereux (ACD et CMR), doivent faire l'objet d'un examen préalable par le médecin du travail. Lors de cette visite, le médecin du travail doit établir une fiche d'aptitude, attestant que le travailleur ne présente pas de contre-indication médicale à ces travaux. Cette fiche d'aptitude doit être renouvelée au moins une fois par an, après examen par le médecin du travail.

Pour pouvoir délivrer la fiche d'aptitude, le médecin du travail doit prendre connaissance des conditions de travail réelles. Pour cela, il a accès au poste de travail et procède à une étude, en tenant compte notamment de :

- l'inventaire des produits chimiques auxquels le travailleur est exposé, avec l'étiquetage et la fiche de données de sécurité ;
- le document unique avec le résultat de l'évaluation des risques ;
- la notice de poste ;
- le double de la fiche d'exposition ;
- la fiche d'entreprise.

### **Attestation d'exposition\***

Une attestation d'exposition aux ACD qui présentent un risque pour la santé et aux agents CMR doit être remplie par l'employeur et le médecin du travail. Elle est remise au travailleur à son départ de l'établissement, quel qu'en soit le motif.

L'attestation d'exposition doit contenir obligatoirement les informations concernant l'exposition postérieure à l'entrée en vigueur des décrets du 1<sup>er</sup> février 2001 (CMR) et du 23 décembre 2003 (ACD).

Concernant l'exposition antérieure, il est vivement recommandé d'y faire figurer toutes les informations à la disposi-

tion de l'employeur et du médecin du travail.

Un modèle d'attestation d'exposition aux agents cancérigènes est prévu par l'arrêté du 28 février 1995. Pour les autres agents chimiques dangereux, il est recommandé de suivre le modèle prévu pour les agents cancérigènes.

Cette attestation d'exposition facilite le suivi post-exposition et post-professionnel de toute personne qui a été exposée à des agents chimiques dangereux (ACD et CMR) lors de sa vie professionnelle, et présente un intérêt pour la reconnaissance des maladies professionnelles. De plus, cette attestation permet aux travailleurs exposés à des agents cancérigènes lors de leur activité salariée de bénéficier, s'ils sont inactifs, d'un suivi médical post-professionnel pris en charge par la Caisse primaire d'assurance maladie.

*\*Ces dispositions sont susceptibles d'évoluer à l'issue de l'adoption du projet de loi sur les retraites*



## Les partenaires

### **Le ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique Direction Générale du Travail (DGT)**



39-43, Quai André Citroën  
75902 – PARIS Cedex 15  
Téléphone = 01 44 38 38 38  
Fax = 01 44 38 27 11

<http://www.travail-solidarite.gouv.fr/ministere/presentation-organigramme/ministre-du-travail-relations-sociales-solidarite-autorite-sur>

#### **Missions :**

La direction générale du travail prépare, anime et coordonne la politique du travail afin d'améliorer les relations collectives et individuelles et les conditions de travail dans les entreprises ainsi que la qualité et l'effectivité du droit qui les régit.

A ce titre, elle est chargée de l'élaboration et de l'application des textes législatifs et réglementaires et assure le développement des actions concernant les relations du travail, l'accompagnement et le suivi de la négociation collective, les conditions de travail et la protection de la santé et de la sécurité en milieu de travail.

### **L'INRS (Institut National de Recherche et de Sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles)**



30 rue Olivier Noyer  
75680 Paris Cedex 14  
Tél. : 01 40 44 30 00  
Fax : 01 40 44 30 99

<http://www.inrs.fr>

#### **Missions :**

Anticiper : Du risque toxique au bien-être physique et psychologique, l'INRS conduit des programmes d'études et recherches pour améliorer la santé et la sécurité de l'homme au travail.

Le bilan de ses actions concrètes lui permet également de déterminer les besoins futurs en prévention.

Tous les cinq ans, un programme définit son cadre général d'action.

### **La CNAMTS (Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés)**



<http://www.risquesprofessionnels.ameli.fr>

Présentation de la Branche AT/MP et de la politique de prévention des risques professionnels

#### **La politique de prévention des risques professionnels de la Branche AT/MP**

Les orientations de la politique de prévention sont déterminées par les partenaires sociaux au sein de la Commission des Accidents du travail et Maladies Professionnelles. La Direction des Risques professionnels (DRP) de la CNAMTS, les caisses d'assurances retraite et de la santé au travail (CARSAT), les

caisses générales de sécurité sociale (CGSS) et l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) en assurent la mise en œuvre. Les actions qui allient conseil, formation et contrôle sont menées essentiellement par des ingénieurs-conseils et des contrôleurs de sécurité issus du monde industriel.

Depuis 2004, le réseau de la Branche s'est très fortement mobilisé pour prévenir les cancers professionnels et plus largement le risque CMR. C'est une action prioritaire inscrite dans la convention d'objectifs et de gestion (COG) signée entre la CNAMTS et l'Etat pour la période 2009-2012. D'ici 2012, il a été fixé comme objectif de soustraire 100 000 salariés à l'exposition à des substances CMR. Pour atteindre cet objectif, les CARSAT et les CGSS aideront 5 000 entreprises utilisatrices de CMR à engager une démarche de substitution de ces produits. A défaut de substitution, les niveaux d'exposition les plus bas seront recherchés.



